Bac Général Maths + SES (Mathématiques et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2024

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-maths-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2024

Sciences économiques et sociales

Jour 2

Durée de l'épreuve : **4h00**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé

Dès que le sujet est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte **9** pages numérotées de **1/9** à **9/9**.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou l'épreuve composée.

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Quel rôle les variables sociodémographiques jouent-elles sur l'engagement politique ?

DOCUMENT 1

L'origine sociale des élus locaux (en %)

	Conseillers municipaux	Conseillers communautaires	Conseillers départementaux	Conseillers régionaux		Part dans la population
Agriculteurs	10,7	11,8	5,8	4,5		1,3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	9,0	10,3	9,2	12,4		6,5
Cadres supérieurs	28,0	41,8	55,3	61,1		19,8
Professions intermédiaires	23,8	20,7	19,8	13,5		25,6
Employés	18,9	12,3	9,1	7,6		26,5
Ouvriers	9,6	3,2	0,7	1,0		20,3
Ensemble	**100**	**100**	**100**	**100**		**100**

Hors retraités et inactifs.

Source : Observatoire des inégalités, données du Ministère de l'intérieur, 2021.

DOCUMENT 2

Pour la première fois depuis 1988, le nombre de députées à l'Assemblée nationale est en baisse. Seules 215 femmes ont été élues lors des élections législatives (soit 37,3 %), alors qu'elles étaient 224 (38,8 %) en 2017. C'est le troisième et plus net recul de la parité au Palais-Bourbon sous la Ve République, après 1968 – où on passait de onze à huit députées – et 1988 (de 34 à 33 élues). Ce déclin est d'autant plus surprenant que les femmes n'ont jamais été aussi nombreuses à se présenter aux législatives : 44,16 % des 6 291 candidats étaient des candidates. […]

Autre observation notable : entre l'étape des candidatures et l'élection au second tour, les femmes perdent du terrain. Depuis 2012, les formations politiques se rapprochent de la parité pour les candidats qu'elles investissent (40 % de candidates en 2012, 42,4 % en 2017, et 44,2 % en 2022), avec quelques disparités selon les familles politiques : en 2022, la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, Ensemble ! et le RN présentaient à peu près autant de candidats femmes que d'hommes. Pour le parti Les Républicains (LR) et l'Union des démocrates et indépendants (UDI), les femmes étaient minoritaires (38 %).

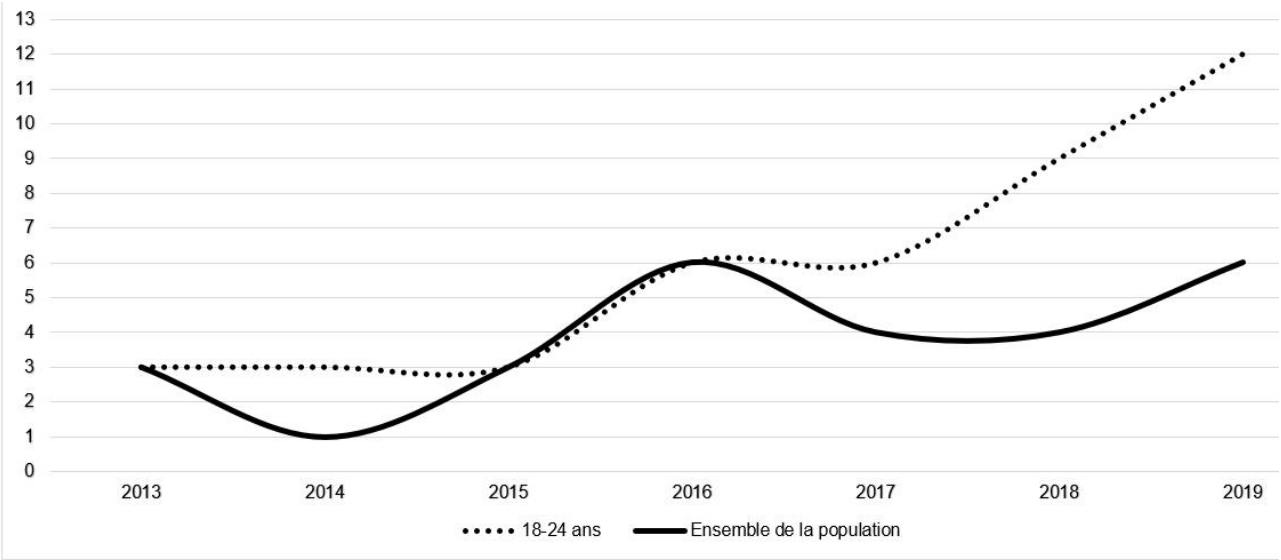
Mais dès le premier tour, la proportion de femmes parmi les qualifiés chute – jusqu'à 10 points de pourcentage perdus chez LR-UDI. […] Tous partis confondus, les femmes représentent 43,1 % des qualifiés au second tour, mais seulement 37 % des élus.

À noter, une exception chez LR-UDI, où les femmes représentent 26,7 % des qualifiés et 28,1 % des élus, ce qui montre qu'elles s'en sont un peu mieux sorties que leurs homologues masculins lors du second tour. Une donnée qui n'empêche pas LR d'être historiquement le parti le moins paritaire de l'Assemblée nationale (seulement 24,1 % d'élues en 2017, 30 % en 2022). Une situation qui lui coûte cher : entre 2017 et 2022, LR a payé en moyenne 1,8 million d'euros par an d'amende pour continuer à présenter très majoritairement ses candidats masculins.

Source : Gary DAGORN et Raphaëlle AUBERT, www.lemonde.fr, le 22 juin 2022.

DOCUMENT 3

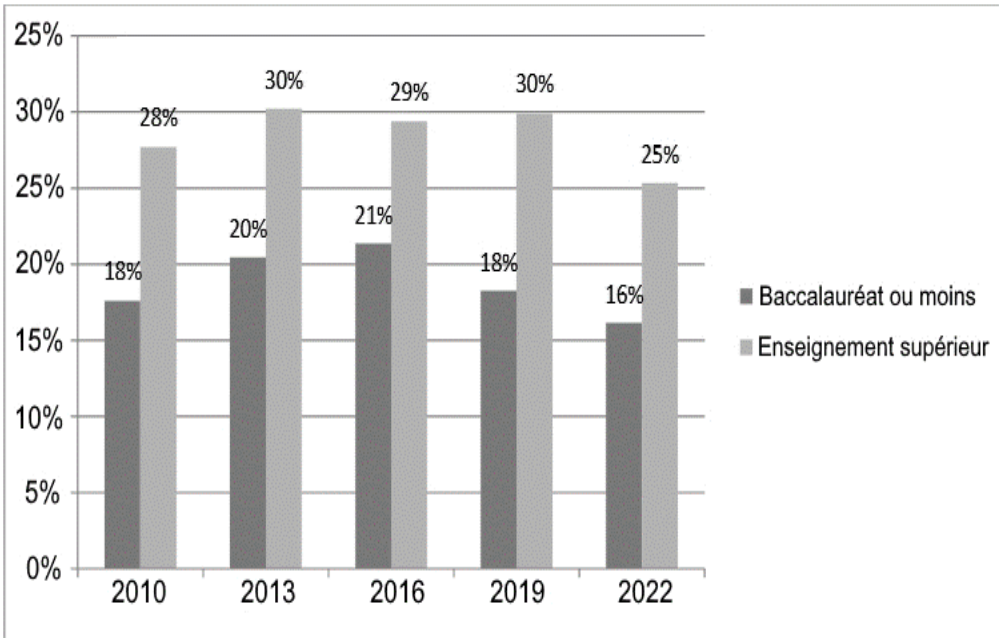
Taux d'adhésion ou de participation à une association pour la défense de l'environnement, en %



Source : d'après Alina KOSCHMIEDER, Lucie BRICE-MANSENCAL et Sandra HOIBIAN, Enquête Conditions de vie et aspirations des Français, CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie), n°308, décembre 2019.

DOCUMENT 4

Taux d'engagement associatif par niveau de diplôme (en %)



Source : d'après Étude France Bénévolat, réalisée par l'IFOP, avec le soutien du Crédit Mutuel et l'appui de Recherches & Solidarités, janvier 2022.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

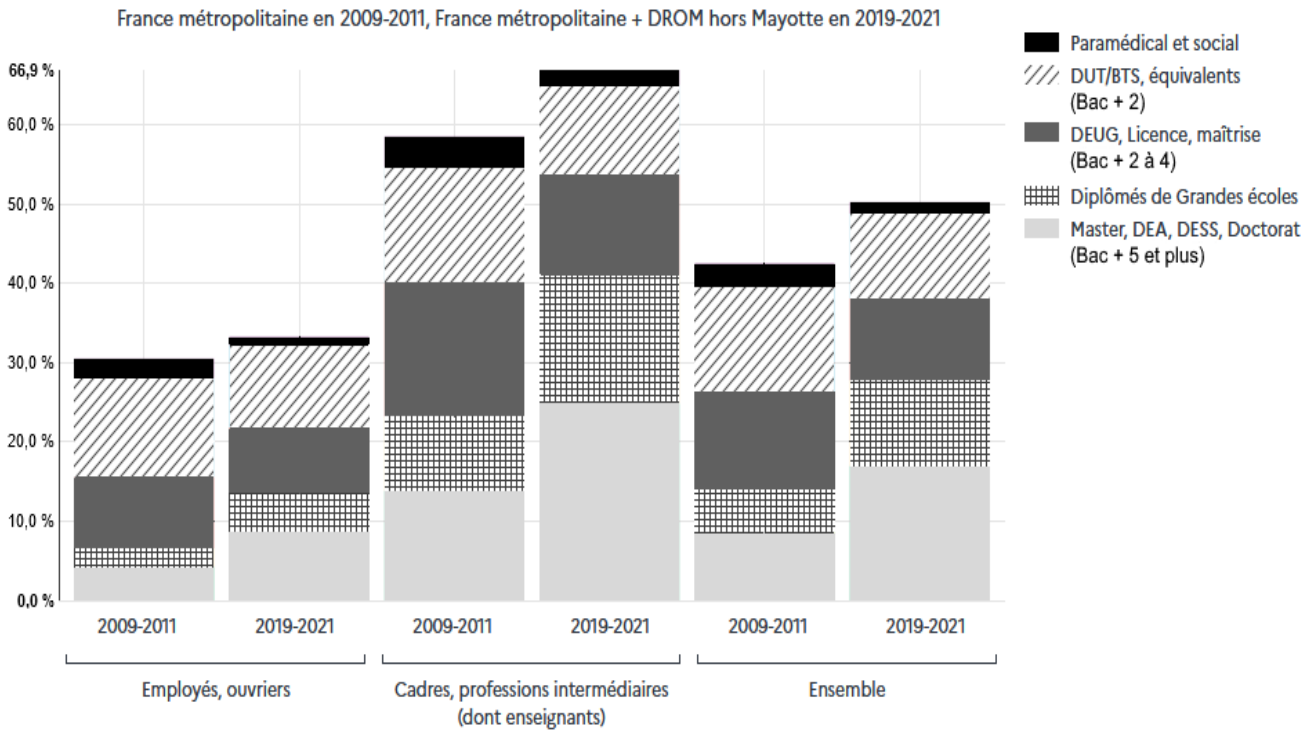
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

À l'aide de deux exemples, vous montrerez que la croissance économique se heurte à des limites écologiques.

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Diplômes de l'enseignement supérieur des jeunes âgés de 25 à 29 ans en fonction du milieu social d'origine (en 2009-2011 et 2019-2021)



Source : d'après Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, « État de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France » n°16, 2023.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez les différences d'obtention du diplôme du Master pour les enfants de « Cadres, professions intermédiaires » et les enfants d'« Employés, ouvriers » en 2019-2021. *(2 points)*

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que le milieu social joue un rôle dans la construction des trajectoires individuelles de formation. *(4 points)*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire *(10 points)*

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'une crise financière se transmet à l'économie réelle par différents canaux.

DOCUMENT 1

Évolution des dépenses de consommation privée et du PIB entre 2007 et 2010 (Variations annuelles en %)

	États-Unis		Zone euro	
	Dépenses de consommation privée	PIB	Dépenses de consommation privée	PIB
2007	2,4	1,8	1,8	3,0
2008	0,1	- 0,3	0,3	0,5
2009	- 1,1	- 2,8	- 1,0	- 4,5
2010	1,9	2,5	0,8	2,0

Source : d'après Fonds Monétaire International, « Croissance inégale : Facteurs à court et long terme », *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2015.

DOCUMENT 2

« Les conservateurs vous diront que cette crise affecte seulement les propriétaires irresponsables, qui ont pris des crédits qu'ils ne pouvaient honorer. Faux ! Si vous possédez une maison dans l'une des régions les plus touchées, vous perdez de l'argent si vous continuez à payer pour une propriété sans valeur », a témoigné en septembre la journaliste et écrivain Alisa Valdes-Rodriguez, sur « Shine », le magazine en ligne de Yahoo ! *« Beaucoup d'entre nous le réalisent et jettent l'éponge, renvoyant les clefs et remerciant pour le pont qui ne va nulle part. »* C'est ce qu'elle a fait. L'année précédente, elle avait acquis une maison à Scottsdale en Arizona d'une valeur de 570.000 dollars en payant un acompte de 120.000 dollars et sans jamais rater un remboursement. Celle-ci ne vaut plus que 380.000 dollars aujourd'hui.

Cette anecdote illustre la profondeur de la crise du marché de l'immobilier américain qui touche désormais toutes les classes de la société, et pas seulement ceux qui avaient postulé pour des crédits « subprime[1] ». Les économistes affirment que la situation économique ne se rétablira pas tant que le marché immobilier n'aura pas commencé à s'améliorer, or cette perspective reste éloignée tant qu'il n'aura pas touché son plancher. […]

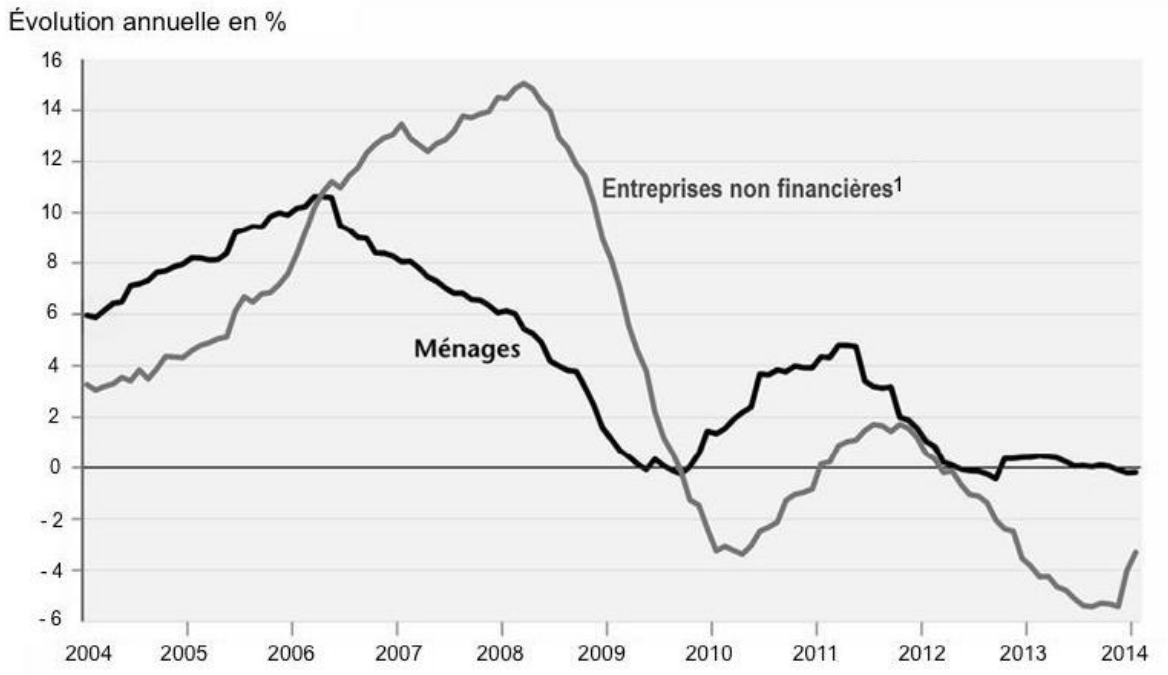
L'association des agents immobiliers estime que la hausse du nombre de ventes le mois dernier tient pour beaucoup aux prix attractifs des maisons saisies, avec des réductions très importantes. *« Une maison qui vaut 300.000 peut être cédée pour 200.000 dollars,* observe Jed Smith [directeur de la recherche quantitative à la National Association of Realtors[2]], *mais les réductions varient grandement selon les marchés locaux, l'économie locale, et si les banques sont pressées ou non de les céder. »* Les régions les plus touchées sont la Floride, la Californie, l'Arizona et le Nevada. Selon RealtyTrac[3], 765.000 saisies ont été comptabilisées au troisième trimestre, en hausse de 3 % par rapport au deuxième trimestre et de... 71 % par rapport à un an plus tôt. […]

Source : d'après Virginie ROBERT, « Immobilier : les prix continuent de s'effondrer aux États-Unis », *Les Échos*, 30 octobre 2008.

1 : Subprime : crédits qui étaient proposés à des ménages modestes ayant de faibles revenus.
2 : National Association of Realtors : association professionnelle américaine regroupant ceux qui travaillent dans le secteur immobilier.
3 : RealtyTrac : société d'information immobilière et marché en ligne pour les propriétés saisies et en défaut aux États-Unis.

DOCUMENT 3

Évolution (en %) du montant des crédits accordés aux ménages et aux entreprises dans la zone euro



Source : d'après Xavier TIMBEAU *et al.*, « Banques centrales, dernier rempart contre la déflation. Perspectives 2014-2015 pour l'économie mondiale (prévisions) », *Revue de l'OFCE*, vol. 135, 2014.

1 : Entreprises non financières : entreprises hors secteur bancaire et assurances.